

## Editorial

### «Ein dritter Romand», pourquoi pas?

**Claude Ansermoz**

Rédacteur en chef adjoint



Les échéances se suivent et ne se ressemblent pas forcément pour l'UDC. Deux jours après avoir présenté en grande pompe leur formule magique - un ticket à trois multirégional - pour remplacer Eveline Widmer-Schlumpf, place à la défaite dominicale au Conseil des Etats. Double et massive. Qui plus est dans deux cantons-clés, Zurich et Argovie.

Avec une stagnation à 10,86% et cinq élus pour la Chambre haute à Berne, les cartes sont ainsi bel et bien redistribuées pour l'élection du 9 décembre prochain. On imagine difficilement le *hardliner* blochérien Thomas Aeschi arrondir ses angles pour faire passer des projets devant des sénateurs. La presse alémanique aligne d'ailleurs les portraits du juvénile Zougouis, dressant l'image d'un homme pressé, pinailleur, sûr de lui. Bref, bien peu apte au compromis.

Ajoutons à cela que l'Assemblée fédérale, à la notable exception de Christoph Blocher qu'elle a fini par expulser du gouvernement, a toujours privilégié la rondeur aux profils carrés. Souvenons-nous, par exemple, qu'elle a préféré un Johann Schneider-Ammann à une Karin Keller-Sutter.

### «Pour un kirsch, «il est encore très jeune», s'amusait le caricaturiste du Tages-Anzeiger»

En expulsant de son ticket deux Alémaniques éligibles - Hannes Germann ou Heinz Brand - pour tenter de faire passer en force un Blochérien pur jus, l'UDC a pris un pari risqué. «Pour un kirsch, il est encore très jeune», s'amusait le caricaturiste du *Tages-Anzeiger*, qui comparait «Turbo Aeschi» au merlot Gobbi et au chasselas Parmelin. «Ein dritter Romand, pourquoi pas?» se laissait même aller hier un lecteur dans la *NZZ am Sonntag*. Et pourquoi pas en effet? Guy Parmelin a beau avoir durci ses votes et sa ligne durant la dernière législature, il a pour lui la bonhomie de la forme. Et nul doute que les socialistes et les radicaux sauront trouver une femme alémanique consensuelle quand Alain Berset ou Didier Burkhalter prendront leur retraite. Histoire de procéder à un double rééquilibrage, linguistique et de genre. **Page 3**

**Concours** Envoyez-nous vos photos à: [laphotoducteur@24heures.ch](mailto:laphotoducteur@24heures.ch)



**Billard** Dick Jaspers, vainqueur de la 3e édition du Lausanne Billard Masters, hier au Casino de Montbenon, à Lausanne, saisi en pleine action par **Stéphane Genoux**

## Réflexions

### Est-ce la fin des émissions religieuses à la RTS?

**L'invité**

**Daniel Marguerat**  
Théologien



Contrainte d'économiser 40 millions dès 2017, la RTS vient d'annoncer le programme. Du côté de la production, à côté d'une réduction dans l'achat de fictions télévisées, les émissions religieuses sont la cible privilégiée. Les deux magazines radio (*A vue d'Esprit* et *Hautes Fréquences*) et le magazine TV (*Faut pas croire*) seraient supprimés. Sur un budget annuel de 2,8 millions (avec près de 1 million assumé par les Eglises), les émissions religieuses seraient saignées de 40% avec une perte de 6 postes.

Comment expliquer que, soumise à une contrainte d'abaissement budgétaire de 3%, la RTS ampute ce poste de 40%? Guy Marchand, directeur de la RTS, a tenté de justifier ce choix ahurissant. La première raison, dit-il, est l'audimat. Or, dans le débat récent sur la taxe radio-TV, la RTS avait justifié son coût en glorifiant un service public qui échappe à la tyrannie abêtissante de l'audimat gouvernant les chaînes privées. Peut-on sans honte, quelques mois plus tard, invoquer cet argument? Seconde raison: M. Marchand en veut aux «émissions dédiées à un certain public». On croit rêver. Des thèmes tels que l'écologie planétaire, l'accompagnement des mourants, les migrations en Europe ou l'homosexualité sont-ils réservés à une poignée de bigots confinés dans leur chapelle? Imaginer que les magazines religieux de la RTS sont des confidences de sacristie, c'est n'en avoir suivi aucun. Le point de

vue adopté est certes religieux (ce qui ne veut pas dire sectaire), mais les questions abordées intéressent évidemment le public dans son ensemble.

Ce choix, qui démantèle un travail accompli depuis des décennies à la RTS, est d'autant plus malvenu aujourd'hui. Les observateurs sont unanimes à dire que le seul moyen d'éviter le radicalisme religieux est d'informer. Le repli sectaire n'a qu'une antidote: l'éducation, le débat, la découverte des autres croyances. En bannissant de l'espace public l'approche religieuse de l'actualité, en la rejetant dans le cercle privé, la RTS fait le jeu de tous les extrémismes. Allons-nous autoriser un service public à commettre un geste d'une telle répercussion sociale?

### «France 2 consacre tout le dimanche matin aux émissions de diverses religions, avec un succès éclatant»

Si les magazines religieux disparaissent, ne doutons pas que le jeu de massacre continuera sur sa lancée: culte et messe seront balayés sous peu, sans pitié pour les auditeurs et spectateurs. France 2 consacre tout le dimanche matin aux émissions de diverses religions, avec un succès éclatant; son choix est un modèle. 24 heures avait, dans un premier temps, supprimé les informations religieuses du samedi; il est revenu sur sa décision. La RTS aura-t-elle la sagesse de réaliser les effets insupportables de son projet? On l'espère vraiment.

### La tolérance n'empêche pas la fermeté

**L'invité**

**Claude Béglé**  
Conseiller national  
PDC



Les abominables actes terroristes perpétrés vendredi à Paris nous rappellent l'inévitable lien entre politique étrangère et intégration des étrangers sur son propre territoire.

Qu'on le veuille ou non, les faits sont là: la guerre devient extraterritoriale. Le soi-disant Etat Islamique n'a aucune légitimité internationale, mais il n'en a cure. Certes, il cherche à conquérir en Syrie et en Irak un territoire qui serait le sien, dont le pourtour se modifie sans cesse, avec du pétrole. Mais il ne respecte pas le territoire des autres. La France est devenue pour la deuxième fois l'un de ses territoires de chasse préférés, en s'appuyant sur des complaisances locales. Car la notion de «peuple» de cet Etat fantôme est toute aussi floue que celle de son territoire.

Le «peuple» de l'Etat Islamique, ce ne sont certainement pas les populations vivant sur les territoires conquis par Daech et martyrisées par ses troupes. Ce qui constitue les forces vives de l'Etat islamique, ce serait plutôt les cerveaux de cette organisation, dont certains anciens généraux de Saddam Hussein, et les bataillons de militants qui s'engagent pour une telle cause. Or, qui sont-ils? Des gens avides de pouvoir, quelques tenants d'une orthodoxie religieuse dépassée et aussi des jeunes un peu déboussolés, fascinés par l'extrémisme dogmatique, manichéen et violent qu'on leur propose.

C'est là qu'existe un lien entre terrorisme et intégration des étrangers.

Certains actes terroristes peuvent être le fait de loups solitaires, mais pas une organisation comme celle à laquelle nous venons d'assister, combinant l'engagement de commandos venus du dehors (y compris, semble-t-il, de «faux réfugiés») et celui de complices locaux. Il y a fort à parier que les jeunes Occidentaux candidats au djihad sont souvent d'anciens immigrés - ou descendants d'immigrés - en provenance du Moyen-Orient ou d'Afrique, qui se sont mal intégrés en Europe, n'ont pas trouvé le moyen de s'y épanouir et dont la frustration personnelle se traduit par une radicalisation. Certaines «cités» aux alentours de Paris en regorgent. Ce sont déjà des zones de quasi non-droit, où la police française ne se hasarde qu'avec précaution. Cela constitue bien sûr le modèle à ne pas suivre.

### «Tout d'abord rester ouverts et tolérants, ne pas ostraciser l'islam»

Dès lors, que faire? Tout d'abord rester ouverts et tolérants, ne pas ostraciser l'islam, dont la grande majorité des fidèles ne sont ni fanatiques ni extrémistes. Ensuite, continuer d'accueillir des réfugiés en fonction de la tradition humanitaire suisse, mais en faisant un effort additionnel pour ne pas les isoler dans des silos, mais plutôt en les accompagnant sur le chemin de l'intégration culturelle, sociale et économique. Enfin il nous faut rester vigilants, renforcer nos services de renseignement, essayer de mieux filtrer les éléments potentiellement nocifs et réagir avec vigueur à l'encontre de toute tentative de radicalisation.

